

Affaires courantes

LA VIOLENCE

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Madame la Présidente, j'ai une pétition signée par quelque 300 résidents de la région de Rosewood, située dans la circonscription de Scarborough—Rouge River.

La pétition vise à appuyer les efforts déployés par les parents de Nina DeVilliers. Les signataires dénoncent les procédures judiciaires prévues par le Code criminel en matière de mise en liberté provisoire, la vulnérabilité des femmes et des enfants face aux actes de violence, le manque d'imputabilité des agents de la Couronne quant aux procédures de cautionnement, et ils demandent au gouvernement d'apporter les modifications nécessaires au Code criminel et à d'autres lois en conséquence.

LE PROJET DE LOI C-91

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition signée par 1 032 résidents de la circonscription de The Battlefords—Meadow Lake, qui demandent au gouvernement de retirer le projet de loi C-91, cette mesure législative qui permet aux fabricants de médicaments de prescription de marque de les vendre sans avoir à faire face à la concurrence des produits génériques pendant une période maximum de 20 ans.

Les signataires, tout comme les 438 pétitionnaires que j'ai représentés à la Chambre hier, aimeraient que les médicaments prescrits se vendent moins cher et que cela profite également aux régimes provinciaux d'assurance-médicaments.

Ces pétitions ont été signées et recueillies par des habitants de localités de ma circonscription dont Mervin, Turtleford, Edam, Livelong, Leoville, Wilkie, Hafford, Blaine Lake, Marcelin, Richard, Stump Lake, Canwood, Speers, Mayfair et Paradise Hill. Je remercie les pétitionnaires de leurs efforts.

LA PORNOGRAPHIE

M. George Proud (Hillsborough): Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, je prends la parole pour présenter une pétition au nom de certains des électeurs de ma circonscription, et de citoyens de ma province et du pays tout entier qui s'élèvent contre la distribution de matériel pornographique.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'interdire la distribution et la vente de tout matériel pornographique dans notre pays, notamment le livre de Madonna.

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

M. Nelson A. Riis (Kamloops): Madame la Présidente, je tiens à présenter moi aussi une pétition dont les signataires sont préoccupés par l'exportation possible d'eau au moyen d'échanges entre bassins dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

Il s'agit de la pétition n° 343. Je suppose que des milliers de pétitionnaires ont déjà manifesté leur inquiétude, mais le ministre du Commerce extérieur n'a toujours pas annoncé que l'eau est absolument exclue de cet accord.

Par conséquent, les pétitionnaires redemandent simplement au ministre de déclarer que l'eau ne fait pas partie de l'Accord de libre-échange nord-américain et de veiller à ce que cela soit spécifié dans l'accord en question.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, nous répondons aujourd'hui aux questions n°s 371, 388, 390, 400, 403 et 411.

[Texte]

Question n° 371—**M. Axworthy (Winnipeg—Sud-Centre):**

Y a-t-il des employés de la Direction générale de la politique et de la coordination de Transports Canada qui ont reçu un remboursement de l'intérêt versé sur des prêts-relais destinés à l'achat d'une résidence principale ou ont obtenu une indemnité pour l'occupation temporaire de deux résidences selon la directive du Conseil du Trésor sur la réinstallation depuis le 1^{er} avril 1990, pendant une période de plus de six mois et, dans l'affirmative, a) combien sont-ils, b) quels sont leurs noms et les postes qu'ils occupent, c) quelle est la somme totale qui a été versée ou sera versée à chacun d'entre eux, d) y a-t-il une prolongation des remboursements ou de l'indemnité au-delà de la période de six mois approuvée et, dans l'affirmative, pourquoi, e) pendant le versement des paiements, le ministère a-t-il reçu des indications selon lesquelles l'ancien domicile de l'employé aurait été loué ou occupé et dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises pour récupérer les sommes versées pendant que l'ancien domicile de l'employé était loué ou occupé?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Oui, quatre.

M. John Murphy, représentant permanent suppléant au Conseil de l'OACI; M. Peter Bailey, chef, Flotte et infrastructure; M. Ted Rudback, directeur général, Analyse économique; M^{me} Gail Zahradnitzky, directrice régionale de Politiques et coordination à Winnipeg.